

## Epreuve de force entre Hidalgo et Collomb sur les migrants à Paris



**Associations, riverains et Mairie de Paris demandent une mise à l'abri, au ministre de l'intérieur, des 2 400 migrants épargnés dans la capitale**

**R**egarder les rats passer... sur les bords du canal Saint-Martin (10e), leur petit manège fascine Ahmed, mardi matin 15 mai. Le jeune Afghan n'en a pas peur. Il veille juste à bien fermer sa tente et ne pas y garder de nourriture. Sa vraie crainte serait plutôt le canal. Le 8 mai, un homme est mort noyé, à deux pas. "Il est tombé et il a coulé", explique le garçon, qui trouve "stupide" de "mourir comme ça après avoir échappé aux dangers de la route". Deux jours avant déjà, un autre homme s'était noyé dans le canal Saint-Denis, porte d'Aubervilliers. Un Africain qui dormait dans le camp du Millénaire, dans le 19e arrondissement.

"1 600 personnes sur 400 m2... Avec une telle concentration, chaque mètre de quai compte et peut donner lieu à bagarre", déplore Pierre Henry, le directeur de France Terre d'asile. Au total, Paris compte donc désormais quelque 2 400 migrants épargnés en plusieurs points de son quart nord-est, dans une "absence totale d'humanité", a dénoncé lundi 14 mai le vicaire général du diocèse de Paris, Mgr Benoist de Sinet.

Les associations, les riverains et la Mairie de Paris n'ont de cesse d'alerter le ministère de l'intérieur sur cette situation et de demander une mise à l'abri. Rien ne se passe, hormis un échange de lettres entre Anne Hidalgo, la Place Beauvau et désormais Matignon. La mairie de Paris, qui avait écrit en mars à Gérard Collomb, a reçu une réponse en mai lui rappelant qu'elle n'avait qu'à lancer des "procédures judiciaires" pour que l'Etat évacue. Se refusant à "demander l'expulsion", et rappelant que c'est "d'une prise en charge dont ces gens avaient besoin", et non d'un épargillement, Anne Hidalgo a écrit vendredi au premier ministre, cette fois, pour l'alerter sur l'"impasse".

La situation se dégrade un peu plus chaque jour dans ces no man's land. Au point que le collectif des habitants de Jaurès/Stalingrad/Flandre/Jemmapes s'inquiète qu'"une petite partie de ces migrants s'alcoolisent, deviennent des SDF" et qu'une "mendicité agressive se développe dans le quartier, pratiquée par quelques membres de cette population marginalisée". Sous l'échangeur de la porte de la Chapelle, troisième point de fixation, "on trouve à peu près toutes les addictions", observe Pierre Henry, incrédule lui aussi qu'on laisse une partie de Paris glisser ainsi. Louis Barda, le responsable de Médecins du monde, observe d'ailleurs que ses équipes "soignent de plus en plus souvent des blessures dues aux bagarres récurrentes".

"Hidalgo bashing"

Pourquoi l'Etat laisse-t-il pourrir cette situation alors que vingt-neuf évacuations ont déjà eu lieu depuis 2015 sans que la mairie ait jamais eu à lancer de procédure judiciaire préalable ? Le cabinet du ministre fait savoir que cette démarche était devenue nécessaire "parce que 55 % de ce public refuse toute proposition d'hébergement". Or, de proposition de mise à l'abri, personne n'a entendu parler sur le campement, ni dans les associations, où seules quelques personnes vulnérables sont aujourd'hui prises en charge.

Il y a quelques semaines, une opération d'évacuation avait bien été pensée, mais le cabinet du ministre s'y est opposé, estimant que la province n'avait pas à héberger des exilés venant de Paris. En plus de cette opposition de principe à une péréquation nationale, la réduction au budget 2018 du nombre de lits en centre d'accueil et d'orientation de 10 000 à 6 000 complique un peu la quête de places. D'autant que l'Office français de l'immigration et de l'intégration observe que le dispositif d'hébergement est rempli à 98 %.

Et puis, globalement "l'heure est au 'Hidalgo bashing'", observe un patron d'association à qui il n'a pas échappé que deux membres du parti présidentiel sont déjà dans les starting-blocks pour tenter de lui ravir la mairie en 2020. Alors, "les rats, la saleté, les campements, c'est de la décote au bilan d'Hidalgo", ajoute-t-il. "En prime, on accrédite la "submersion" à laquelle Gérard Collomb veut faire croire en laissant grossir ce campement", ajoute Yann Manzi, d'Utopia 56, qui observe aussi que "le ministre marque des points de fermeté, lui qui ne jure que par les sondages et l'opinion publique". A la nuance près, tempère Pierre Henry, que "mettre à l'abri des migrants ce n'est pas du laxisme, juste du respect de la dignité humaine". Dignité et respect de la loi, puisque les textes imposent d'héberger les demandeurs d'asile.

Les camps parisiens comptent trois types de populations : des primo-arrivants qui veulent déposer une demande d'asile, des déboutés de l'asile et des migrants qui ont fait une demande ailleurs en Europe, ou y ont laissé des empreintes et sont de ce fait "dublinés". La procédure de Dublin prévoit que cet autre pays est responsable de leur requête, mais, au bout de dix-huit mois, ils peuvent voir leur dossier étudié en France. Ils sont très nombreux dans ce cas sur les campements parisiens. Comme ils l'étaient sur la "jungle" de Calais qui n'a pu être évacuée que parce que Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'intérieur, a accepté de ne pas renvoyer ces "dublinés".

Sur ce point, le consensus s'installe pour affirmer que Gérard Collomb se trouvera lui aussi rapidement face au même dilemme. En attendant, un cadre de la Mairie de Paris fait observer qu'"il revient à l'Etat de s'occuper de ces trois groupes. M. Collomb avait promis de renvoyer les déboutés, or, ils sont sur les campements. L'Etat doit aussi héberger les "dublinés" avant leur transfert et prendre en charge les demandeurs d'asile, ce n'est pas non plus fait à Paris."

Dispositif de dissuasion

Mais il se joue bien autre chose, avec ce campement. Paris illustre la gestion de la politique migratoire telle que la conçoit le ministère de

l'intérieur. Officiellement, le discours est " *on fait ce que l'on doit faire* ". Officieusement, la direction générale des étrangers de France du ministère estime que la crise migratoire est derrière nous et qu'il n'y a qu'à supporter un peu ce moment délicat en attendant que la situation se résorbe d'elle-même.

Et cela fonctionnera d'autant mieux, estime cette administration, si les campements dissuadent suffisamment l'Afghan débouté en Allemagne de venir tenter sa chance ici. Le dispositif de dissuasion est d'ailleurs composé de plusieurs niveaux de maillage. Le stade le plus élevé est à Calais. " *Là-bas, on n'arrive pas à dormir, ni à garder nos affaires. Ici, c'est mieux pour se reposer ; mais après, il faut repartir si on veut passer vers -Londres* ", observe Erebe, un jeune Erythrénien qui multiplie les allers-retours, dessinant un triangle entre Calais, Bruxelles et Paris.

Ce qui est sûr, c'est que jamais -Paris n'avait connu autant de migrants à la rue. " *La résurgence de campements dans Paris, alors qu'aucun n'avait pris cette ampleur durant le temps du centre humanitaire, montre bien qu'il y a un impensé dans l'approche actuelle du ministère de l'intérieur* ", observe un haut fonctionnaire qui ajoute un laconique : " *A l'heure actuelle l'Elysée observe. On verra ensuite...* " Certaines associations, se souvenant que le Conseil d'Etat avait condamné l'Etat pour " *traitements inhumains et dégradants* " et imposé des améliorations, s'interrogent sur une procédure. Pragmatique, Pierre Henry, lui, " *appelle l'Etat et la Ville à se mettre autour d'une table* ".

**Maryline Baumard**

© Le Monde

◀ **article précédent**  
Fraude fiscale : Jérôme Cahuzac...

**article suivant** ▶  
Affaire Grégory : trois mises en...